



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

En quoi le fédéralisme peut nous protéger du monde d'aujourd'hui ?

Intervention prononcée à Aix-en-Provence
Françoise Diehlmann

Vice-Présidente de la section française de l'Union des fédéralistes européens

20 février 2026

Nous sommes le 20 février 2026. Le 24, nous entrerons dans la 5e année de la guerre russe en Ukraine. Cette guerre **durera plus longtemps que la Première Guerre mondiale**. Notre admiration est sans borne pour la résistance que mènent Ukrainiens et Ukrainiennes face à l'ennemi russe.

Depuis quatre ans ils tiennent malgré les morts et les destructions, malgré l'aide trop limitée et trop tardive que nous leur apportons, en faisant preuve d'une inventivité de chaque instant pour réussir à compenser leur infériorité numérique face à ces hordes suicidaires incessantes de soldats russes et à un armement insuffisant.

Ils se battent pour eux, pour leurs familles, pour leur avenir, pour leur liberté.

Mais ils se battent aussi pour nous, pour empêcher l'impérialisme russe de mettre de nouveau la main sur toute l'Europe centrale et orientale, pour empêcher également que Poutine, dictateur, criminel, voleur d'enfants ukrainiens et sous mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale, de détruire la démocratie et nos libertés dans toute l'Europe avec l'aide de son complice Donald Trump.

Nous sortons de la Conférence annuelle de Munich sur la sécurité.

Marc Rubio qui n'a rien dit d'autre que ce que JD Vance a raconté l'an dernier au même endroit, s'est fait applaudir par un certain nombre d'Européens seulement parce qu'il n'a pas eu de ton agressif vis-à-vis de l'Europe. C'est ce qu'on appelle se contenter de peu. A vrai dire, il n'a fait que défendre la nouvelle Stratégie de Sécurité nationale des Etats-Unis de Trump. Il a prôné la restauration de la civilisation occidentale triomphante où l'Etat-nation est considéré comme un pilier, où les frontières de chaque Etat doivent être sécurisées car les migrations sont considérées comme une menace pour la cohésion sociale, où la souveraineté nationale devient le rempart contre le multilatéralisme. Il a fait part de sa méfiance absolue vis-à-vis des institutions internationales, l'ONU étant considéré comme incapable de résoudre les conflits en Ukraine, à Gaza etc... Il s'agit donc de repositionner le leadership américain sous l'égide de Trump auquel les Européens doivent se soumettre dans un cadre nationaliste, avec une politique étrangère centrée sur l'Occident qui n'intègre pas les aspirations et les intérêts des autres régions du monde. L'Afrique, l'Asie du Sud et l'Amérique latine sont quasiment absents de l'analyse.

N'oublions pas ce que JD Vance a dit l'an dernier à cette même conférence : La principale menace pour l'Europe viendrait d'elle-même plutôt que de la Russie ou de la Chine. L'UE aurait quitté le terrain des valeurs démocratiques, en pratiquant la censure vis-à-vis des partis d'extrême-droite européens et en raison de son inaction face à l'immigration. Ce n'est plus America first mais le soutien affiché aux forces opposées à l'UE.

Tout ceci relève d'une vision conservatrice, où la politique européenne cosmopolite, pluraliste qui en fait sa modernité, est assimilée à la décadence.

Cette hostilité nouvelle permet aussi de mieux comprendre la stratégie agressive vis-à-vis de l'Europe de la part d'un Vladimir Poutine désinhibé qui a trouvé en Trump un allié.

Face aux prédateurs modernes que sont Poutine, Xi et Trump, l'Union européenne actuelle, parce qu'elle reste une association d'États nations, est vulnérable. En qualifiant l'Union européenne d'adversaire et en soutenant les régimes illibéraux pour la diviser de l'intérieur, (Marco Rubio, juste après Munich a couru chez Viktor Orban pour le soutenir dans la campagne électorale hongroise), Washington adopte une stratégie de prédation.

La dépendance européenne envers la protection américaine se double d'une prudence de siou à l'égard de Trump, certains dirigeants préférant éviter un affrontement ouvert plutôt que d'assumer la rupture politique qui exigerait la défense des intérêts européens. Ce décalage entre discours sur « l'allié indispensable » et réalité d'un partenaire devenu potentiellement hostile nourrit l'argument selon lequel la survie du projet européen passe par l'Europe fédérale. En effet, faire semblant d'ignorer la réalité — celle d'un allié américain de plus en plus hostile - car il ne faut pas froisser Trump, ne peut plus durer.

Ne pas le voir, c'est accepter que L'UE soit affaiblie et marginalisée dans les négociations pour le règlement des conflits.

Tant qu'au plan diplomatique, chaque capitale européenne cherche à obtenir les faveurs individuelles de Trump ou à ménager Poutine, l'Europe reste une proie facile.

Seule l'Europe fédérale permet de mettre fin à la stratégie du « diviser pour régner ».

La situation exige que l'UE, si elle ne veut pas disparaître, s'impose une véritable rupture.

Sur le plan militaire, l'Europe fédérale permettrait de dépasser la juxtaposition de politiques nationales pour construire une véritable défense européenne. Dans le cas de l'Ukraine, cela signifierait la possibilité d'offrir des garanties de sécurité européennes crédibles, sans dépendre entièrement des cycles politiques américains pour la fourniture d'armements, de formations et de forces prépositionnées. Tant que l'Europe de la défense n'est pas réalisée, l'enjeu n'est pas de se substituer à l'OTAN du jour au lendemain, mais de faire de l'Europe un pilier fédéral autonome au sein de l'OTAN, capable de résister même si Washington se retire ou change de cap.

La **question de la dissuasion nucléaire** étendue au continent est cruciale. Si on enlève les bombes nucléaires américaines stationnées en Europe dans le cadre de l'OTAN, il reste le Royaume-Uni avec 200 têtes nucléaires et la France indépendante avec 290. On assiste donc à un déséquilibre stratégique avec Moscou qui dispose de 1 500 têtes. En Russie, c'est un seul homme qui décide tout, tout seul. De l'autre, ce sont les 27 qui ne décident de rien. Aujourd'hui nous en sommes à des discussions secrètes entre E. Macron et F. Merz

Au **plan énergétique**, avec la guerre en Ukraine, l'Europe s'est tournée vers les USA, en multipliant par quatre ses importations de gaz naturel liquéfié américain, ce qui signifie dépendance d'un fournisseur unique, hostile. Dans un contexte de mutualisation, l'Europe peut diversifier ses approvisionnements : un champ gazier offshore au large de la Roumanie doit entrer en exploitation en 2027 par exemple. Elle peut aussi négocier avec la Norvège, le Qatar et l'Algérie. Mais surtout l'Europe doit accélérer le déploiement des énergies renouvelables qui renforcerait sa sécurité énergétique et ferait baisser le prix de l'électricité.

Au **plan financier**, Nicolas Guillou, le juge français à la Cour Pénale Internationale, placé sous sanction par l'administration américaine, en raison de son implication dans le dossier du mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, n'a plus accès à aucun service fourni par une entreprise américaine, dont Mastercard et Visa. Si Trump décide de couper le robinet des systèmes de paiement aux ressortissants de l'UE, dans certains pays il existe comme en France par exemple un système de paiement national, celui de la Carte Bleue. Mais pour les pays de l'UE qui ne disposent pas de leur propre réseau, il serait impossible de payer. Aussi, la Présidente de la commission des Affaires économiques et monétaires au PE, Aurore Lalucq, appelle à la création d'un groupe européen capable de concurrencer Visa et Mastercard et plaide pour un Euro numérique auquel les députés européens ont apporté leur soutien il y a une semaine. Mais, bien sûr, les banques ont peur de perdre de l'argent.

Enfin, **la dimension diplomatique est au cœur du projet fédéral : c'est en parlant d'une seule voix que l'Europe peut peser** sur les régimes de sanctions, les négociations nucléaires iraniennes, la régulation du cyberspace ou la gouvernance de l'Arctique.

Elle serait à même de créer une **véritable agence européenne de développement**, dotée de compétences et d'un budget contrôlé par le Parlement européen, afin de reprendre le flambeau d'un soft power américain laissé vacant avec la dissolution de l'USAID par Trump. Avec cette dissolution, l'ampleur des coupes budgétaires est massive, 83% des programmes de développement sont supprimés. 94% des employés ont été congédiés.

Fondée en 1961 sous l'ère Kennedy, elle fut pendant des décennies le fer de lance de l'aide humanitaire et du développement des Etats-Unis : Santé, éducation etc. Assurant 40% de l'aide humanitaire et au développement mondiale, elle a permis d'éviter des millions de décès. Sa fermeture pourrait entraîner plus de 14 millions de décès d'ici 2030. Les ONG partenaires, notamment en Asie et en Afrique, ont dû réduire considérablement leurs actions, ce qui met en danger les populations. Une telle agence européenne pourrait soutenir les sociétés civiles menacées, stabiliser les régions fragiles et proposer une alternative aux influences américaine, russe ou chinoise dans les pays du sud. La défense, dans cette perspective, ne se réduit pas à l'armée : elle englobe la diplomatie, l'aide au développement, l'État de droit et la protection des droits fondamentaux comme instruments centraux. Cette agence européenne fédérale placerait l'UE comme le principal partenaire des pays du Sud et les éloignerait pour certains de Poutine.

Ce même genre dispositif pourrait être créé à l'échelon des migrations, en reprenant l'idée de Dany Cohn-Bendit d'une agence européenne des réfugiés avec un budget conséquent. Elle s'engagerait à soutenir les villes, les villages, les départements, les régions – cela dépend de l'organisation institutionnelle des différents pays – qui accueillent les migrants, cela permettrait de dire aux populations qu'en accueillant des migrants, il y a un bonus pour tout le monde.

Voici donc quelques pistes sont soumises à discussion. **Le fédéralisme n'est pas une chimère, ni du romantisme. C'est une nécessité urgente.**